

Agression à l'encontre de deux agents de la DDCSPP.

Le mardi 23 février, 2 agents du service installations classées ont été interceptés alors qu'ils se rendaient dans une exploitation agricole pour un contrôle sur le secteur d'Argentré du Plessis.

Ces agents ont été retenus pendant une heure, par un groupe de 25 à 30 agriculteurs sur une route départementale.

Cet acte prémédité par une bande organisée a été filmé en présence d'une journaliste de Ouest-France.

Les manifestants souhaitent contacter la direction pour demander l'arrêt des contrôles, tant que les prix ne seront pas corrects. Le chef de service n'a pas jugé utile l'intervention de la gendarmerie afin de libérer les fonctionnaires, estimant la prise d'otage « cordiale » allant ainsi à l'encontre de la note de service établie par le CHSCT 35 suite à d'autres agressions.

Suite à celle-ci, nos collègues ont pu rejoindre la direction, plus ou moins secoués et éprouvés par cette épreuve.

Dès le lendemain, Mme Pujazon, la directrice de la DDCSPP, après avoir rencontré les agents concernés, s'est entretenue avec le préfet sur ces agressions, il a été acté à l'issue de la réunion :

- l'appui du préfet aux agents et l'encouragement à porter plainte ;
- la décision de dénoncer ces agissements ;
- l'envoi d'un courrier aux cabinets des ministres de l'agriculture et de l'Environnement ;
- que les services concernés par les contrôles en exploitations agricoles « lèvent le pied » d'ici le 7 mars, car nous sommes dans une période de forte mise en avant de l'agriculture dans les médias.

Devant de tels faits, le SNUITAM-FSU a demandé une rencontre informelle avec la direction le mardi 1^{er} mars.

Après avoir échangé sur l'incident nous constatons :

- que nos collègues ont été dans l'impossibilité de faire le contrôle prévu dans l'exploitation ;
- que nos collègues ont été pris en otage pendant 1 heure ;
- que l'action était préméditée ;
- qu'il y a eu atteinte à la libre circulation ;
- le non respect du droit à l'image ;
- l'intimidation des agents de la fonction publique dans l'exercice de leurs missions.
- Un tweet en provenance de la FDSEA 35 critiquant les contrôles « *agriculteurs et élus locaux : même combat. Stop aux contrôles, Stop aux abus de fonctionnaires zélés qui se prennent pour des justiciers* ».

En conséquence nous demandons :

- dans le contexte actuel et dans l'objectif de préserver avant tout la santé et la sécurité des agents, la suspension des contrôles ;
- une rencontre avec le préfet de Bretagne afin d'harmoniser les décisions dans l'ensemble des directions de Bretagne ;
- que la justice soit saisie comme le prévoit la note du 1^{er} Ministre du 31 juillet 2015.